



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 24/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DRM**

5 rue Cécile Dumez  
Zone d'activité de la Croix Mission  
77640 JOUARRE

Références : E/23-0444  
Code AIOT : 0006513122

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement DRM implanté 5, rue Cécile Dumez, Zone d'activité de la Croix Mission, 77640 JOUARRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet du contrôle consiste à effectuer une visite de récolement après l'échéance de la mise en demeure (arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/015 du 17 février 2022).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRM
- 5, rue Cécile Dumez, zone d'activité de la Croix Mission, 77640 JOUARRE
- Code AIOT : 0006513122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Démolition et Revente de Métaux (DRM) exploite un centre de récupération et de transit de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et d'objets en métal, hors VHU et de récupération de batteries automobile située 5, rue Cécile Dumez, Zone d'activité de la Croix

Mission, sur la commune de JOUARRE (77640). Ces activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12/DCSE/IC/009 du 06 février 2012. Ses activités sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 et au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement après l'échéance de la mise en demeure (arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/015 du 17 février 2022)
- Risques chroniques
- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 9.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 8.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié en partie de la levée des non-conformités constatées lors de l'inspection du 23 novembre 2021.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égoûts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation de disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a fourni un plan des réseaux, daté du 10 janvier 2011. L'échelle du plan (1/150 sur papier A4) rend certaines parties illisibles.  L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre ce plan en version informatique ou dans un format qui permette son exploitation (A2 ou A3 en cas d'impossibilité technique).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a transmis les comptes-rendus de vérification périodique des installations électriques des années 2020, 2021 (APAVE) et 2022 (LANTRAIN VERIF). Ce dernier rapport, du 30 novembre 2022, fait état de 12 non-conformités (pas de non-conformité majeure).  L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, lever ces 12 non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des déchets entrants sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a fourni le contrat de vérification réglementaire pour ses équipements de surveillance de la radioactivité avec la société BERTHOLD, contrat signé le 06 octobre 2020 pour les 3 sites de la société DRM.  Le jour de l'inspection, M. PENNEQUIN a signalé que le système de détection de la radioactivité était en panne.  L'exploitant a transmis le devis signé le 02 février 2023, avec la société BERTHOLD, pour la remise en état du système de détection de la radioactivité. L'intervention est programmée pour le 16 février 2023.  L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre les justificatifs de cette intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



#### N° 4 : Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 9.1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des déchets entrants sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Tous métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L.542 du Code de l'Environnement. [...]
<b>Constats :</b> Le 24 janvier 2023, le système de détection étant en panne, l'inspection n'a pas pu constater si tous les métaux ou déchets de métaux font l'objet au préalable de leur admission d'un contrôle de leur radioactivité.  Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant atteste avoir donné des instructions formelles à ce sujet.  Aucune information sur la procédure mise en place pendant la panne n'a été fournie.  L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre une procédure prévue en cas de nouvelle panne du système de détection de la radioactivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• d'une réserve de sable meuble et sec ou de produit absorbant, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,</li> <li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup>,</li> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li> <li>• de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Dans le cas d'une ressource en eau-incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. L'hydrant le plus proche ne devra pas être éloigné de plus de 200 mètres du site et garantir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Les zones présentant des risques d'incendie sont dotées d'un réseau de détection d'incendie.</p> <p>En cas de détection, en dehors des heures ouvrables, l'alarme se déclenche et est reportée par télétransmission vers un service de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 (extincteurs) produite par la société RAPIDE INTERVENTION SUR FEUX ;</li> <li>- une photo de la nouvelle réserve de produit absorbant et des pelles ;</li> <li>- le contrat avec la société VEDIS en date du 18 février 2022, qui assure la vidéosurveillance du site, sans expliciter la procédure suivie en cas d'intrusion, d'incendie, d'accident...</li> </ul> <p>L'exploitant indique également que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ressource en eau-incendie est fournie par le poteau incendie situé dans la rue Cécile Dumez, à moins de 200 m du site, dont le débit est de 60 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, sans justificatif ont été mis en place.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection précédente, du 23 novembre 2021, des déchets d'extincteurs étaient stockés à proximité des extincteurs opérationnels (pouvant engendrer une confusion en cas d'incendie). Le 24 janvier 2023, l'inspection a constaté que les déchets d'extincteurs ont été enlevés.</p> <p>Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant confirme la mise en benne des déchets d'extincteurs.</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre la procédure en cas de déclenchement d'alarme sur le site (intrusion, incendie, accident...),</li> <li>- justifier, via un reportage photographique, la mise en place de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.[...]
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a fourni la convention annuelle de maintenance signée avec la société RAPIDE INTERVENTION SUR FEUX le 27 juillet 2020. La convention prévoit une vérification annuelle de l'ensemble des extincteurs, ainsi que leur maintenance, leur réparation et leur remplacement.  L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre le dernier procès-verbal d'intervention de la société RAPIDE INTERVENTION SUR FEUX.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Surveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9 (eaux résiduaires) sera effectuée tous les ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Les mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit au moins deux prélèvements espacés d'une demi-heure.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 08 février 2023, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses de la qualité des eaux résiduaires, réalisées par la société ASSYST ENVIRONNEMENT, en date du 07 décembre 2021 et du 02 mars 2022.  Les mesures de concentrations des polluants, des matières en suspension, de la température, du pH et de la couleur, sont conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet